

Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC)
Déclaration en plénière @CFS47 | 11 février 2021
« Impacts des produits politique du CSA sur la sécurité alimentaire et la nutrition
au niveau des pays et sur la reprise post-COVID ».

Nzira de Deus - Marche mondiale des femmes, au nom du Groupe de travail « Jeunes » du MSC

Merci, Monsieur le Président.

Je m'appelle Nzira de Deus. Je suis membre de la Marche mondiale des femmes au Mozambique et co-coordinatrice du Groupe de travail « Jeunes » du MSC.

Comme mes sœurs et frères de la société civile et du mécanisme des peuples autochtones l'ont clairement indiqué, nous sommes pris au beau milieu de crises multiples. En octobre, nous avons partagé les nombreux défis auxquels les jeunes sont confrontés pendant la pandémie : nous avons perdu notre emploi et notre accès à l'éducation, nous avons souffert de la faim et les femmes ont assumé une part accrue des responsabilités domestiques et des soins.

Ces derniers jours, de nombreux États membres nous ont assuré que le sommet de l'ONU sur les systèmes alimentaires (Sommet FFS) aborderait ces crises. Comme le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation vient de le souligner, c'est le CSA - et non le Sommet - qui a le mandat et la légitimité pour répondre à la pandémie de Covid-19. L'idée que le Sommet sur les systèmes alimentaires propose des solutions n'a aucun sens. Le Sommet ne fera qu'aggraver les crises auxquelles nous sommes confrontés. Plutôt que d'adopter des approches fondées sur les Droits humains, il bâillonne et réduit au silence ces approches. Plutôt que d'écouter les personnes les plus touchées, il les ignore. Et plutôt que de renforcer le système multilatéral des Nations unies, il privilégie les intérêts des entreprises. Le MSC a déjà envoyé une lettre à la présidence du CSA dans laquelle nous exprimons ces graves préoccupations concernant le sommet. La participation de la société civile, en particulier des jeunes, se fera à nos propres conditions. Nous ne sauterons pas dans un train qui va dans la mauvaise direction.

En octobre dernier, nous avons partagé avec vous notre vision de systèmes alimentaires véritablement durables et sains, fondés sur les Droits humains. Mais il n'y a pas eu de réponse. Aucun des débats de cette semaine ne nous a donné le sentiment que vous nous avez réellement écoutés. Cependant, nous sommes jeunes et nous ne sommes pas (encore) fatigués de répéter notre vision comme le refrain d'une chanson, les lignes d'un poème, les mots d'une prière. Nous récitons donc notre vision une fois de plus, et nous espérons qu'elle ne sera pas oubliée cette fois-ci.

Nous, les titulaires de droits au sein du MSC, nous réalisons déjà cette vision. Nous défendons nos territoires et nos écosystèmes. Nous pratiquons l'agroécologie, et nous créons et préservons les savoirs indigènes et traditionnels. Nous produisons des aliments nourrissants tout en respectant, protégeant et restaurant les écosystèmes naturels. Nous maintenons les marchés territoriaux et réduisons la distance entre les producteurs et les consommateurs.

Ce travail que nous faisons sur le terrain nous donne de l'espoir. Mais sans le soutien des politiques publiques, nous souffrons. Les processus politiques concernant les jeunes et les femmes offrent une occasion cruciale aux États membres de réfléchir à la vision qu'ils suivront et aux mesures qu'ils prendront.

Les jeunes du MSC demandent instamment aux États membres de reconnaître les deux voies divergentes qui s'offrent à eux. La première offre une vision étroite de l'avenir, où le rôle des jeunes dans les systèmes agricoles et alimentaires est réduit à l'entrepreneuriat et à l'innovation technologique, où l'agrobusiness contrôle la politique gouvernementale et instrumentalise les jeunes, et où le droit à l'alimentation et à des moyens de subsistance dignes est encore plus marginalisé. C'est la voie sur laquelle nous nous trouvons actuellement. Elle est présentée comme une voie de transformation, mais elle ne changera rien. Elle ne fera qu'aggraver les problèmes. Mais nous pouvons changer de direction. Et les jeunes sont là pour participer à ce changement. Nous apportons des solutions à la table des négociations. Mais pour contribuer aux solutions, nous devons être inclus de manière significative dans les discussions qui nous concernent. Nous avons besoin d'un processus participatif et consultatif au sein du CSA afin que TOUTES les voix des jeunes soient entendues et prises en compte. Nos systèmes alimentaires ne peuvent pas être réduits à une simple entreprise. Nos aliments sont nos moyens de subsistance et notre avenir. Nous sommes ici, nous sommes engagés, et nous comptons sur vous pour écouter nos voix et agir, maintenant.

Merci, Monsieur le Président